

**Brexit : l'heure des dilettantes**  
**Andreas Bleicher**

**1. Grande Bretagne, un pays lézardé :**

Dans les analyses des médias germanophones, le résultat du référendum fut analysé relativement à ses variances géographiques. L'Écosse a voté pour son maintien dans l'UE, de même que l'Irlande du Nord et Londres. Dans le Nord-Est de l'Angleterre, dans les villes et municipalités qui sont tombées bien bas, dans le *Yorkshire*, l'*Eastmidland* et le *Westmidland*, par contre, on a voté la sortie à une plus forte majorité. Cette analyse reste très superficielle dans l'intervalle. Celui qui creuse un peu plus profondément, se heurte là-dessus à la constatation que le pays est plus profondément divisé que jamais. La Grande Bretagne fut toujours une société de classes, le référendum rend visible dans l'intervalle combien les fossés sont profonds et où ils courent. Le *brexit* marque la scission entre jeunes et vieux et parmi les jeunes, la colère monte contre les 36% des électeurs plus âgés, qui leur ont soi-disant volé l'avenir.<sup>1</sup> La classe moyenne aisée et les petits propriétaires immobiliers et fonciers des régions rurales, ont voté majoritairement contre le maintien dans l'UE, les grandes villes se sont prononcées pour. La classe ouvrière anglaise — ou selon le cas ce qu'il en reste — est divisée à son tour : les travailleurs industriels spécialisés et les prestataires de services hautement qualifiés se sont prononcés pour le maintien dans l'UE ; le prolétariat des prestataires de service au travail précaire, les dépendants et sans travail, dans les quartiers industriels délaissés depuis l'époque de Thatcher dans le Nord de l'Angleterre, sont pour la sortie. Les élites académiques ont voté en faveur du maintien dans l'UE ; les personnes sans instruction plutôt contre.

Ce qui est nouveau, par contre, c'est la haine contre les étrangers qui fut véhiculée par le vote du *brexit*. Le racisme existe en Angleterre depuis longtemps. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays qui est redevable de sa montée à un pouvoir gouvernemental hégémonique à l'invention du colonialisme. L'infatuation des classes supérieure et moyenne vis-à-vis des médiocres Européens continentaux, était bien entendu largement répandue, mais elle restait nonobstant habituellement dissimulée jusque-là — ce qui signifie que le mépris à l'égard des « *bloody foreigners* » n'était pas exprimé tout haut. Avec le référendum sur le *brexit*, la haine de l'étranger devient présentable. Cette haine se dirige contre les *immigrants* des première, deuxième et troisième générations, contre les *émigrants* de l'UE et contre les *immigrants* sans passe-port européen. Des mosquées, synagogues et institutions culturelles étrangères ont été attaquées, des gens qui osaient s'exprimer dans la rue dans une autre langue que l'anglais, ont été attaqués verbalement et physiquement. Polonais et autres Européens de l'Est ont été stigmatisés sur des morceaux de papier comme de la « vermine » que l'on ne voulait plus voir « dans notre pays ». Quand bien même il s'agisse d'une faible minorité, qui laisse éclater sa haine de l'étranger de cette façon, ceci montre pourtant ce qui se forme sous le label « euro-scepticisme » : les furies du nationalisme, qui ont toujours transformé l'Europe en abattoir sont donc lâchées.<sup>2</sup>

**2. Une faillite grandiose des élites :**

Dans le champ avancé du référendum, on avait insisté de manière multiple, du côté des journalistes allemands, sur combien il était souhaitable que la Grande Bretagne restât dans l'UE, puisque le pragmatisme britannique représente, par exemple, un contrepoids indispensable au romantisme politique allemand dangereux et cherche à éviter des voies d'égarement ou bien les outrances sociales. De fait, il était à entendre du premier ministre David Cameron en campagne, que le dictat de l'UE

---

<sup>1</sup> Un argument bien facile auquel on peut parer en renvoyant au désintérêt politique des plus jeunes. Soixante-quatre pour cent tout juste des jeunes entre 18 et 24 ans se sont rendus aux urnes, par contre, 90 pour cent de ceux qui ont plus de 65 ans.

<sup>2</sup> Réconfortant apparaît dans ce contexte le fait que les Parlementaires britanniques ont eu la force de faire souvenance que ce furent aussi des Polonais, des Tchèques et des Français qui défendirent les Britanniques dans la seconde Guerre mondiale contre les attaques de la *Luftwaffe*.

bruxelloise, « *Ever closer* » — et donc d'une Union européenne toujours plus étroite — était à remettre en question. Une perception fondamentalement juste de la détresse respiratoire qui est nécessairement provoquée par « une union toujours plus étroite ». Il est vrai que cette critique justifiée se vit recouverte par une position par ailleurs petite-bourgeoise, de sorte que la critique substantielle de l'UE ne pouvait plus être assimilée. Car pour Cameron, il ne s'agissait pas, en premier lieu, d'une autre configuration de l'Europe, mais au contraire, de conserver le pouvoir. Dans son dernier combat électoral, Cameron — pour s'assurer les voix du camp de l'*UKIP* — joua la carte du référendum et se révéla avec cela un joueur politique qui ne pouvait ni ne voulait traiter l'adhésion de son pays à l'UE comme une question stratégique, mais au contraire purement tactiquement. Il a manigancé, par pure tactique de parti, un jeu irresponsable avec l'avenir de son pays et de toute l'Europe.

Aussi écervelé que puisse paraître Cameron, il est dépassé sur ce point par Boris Johnson qui — dénué de toute conviction quant à lui — joua l'*exit* au poker, pressé en cela de donner à sa carrière croupissante un nouvel élan. Les élèves du *college d'Eton* et le diplômé d'Oxford conçoivent manifestement la politique seulement comme du théâtre, pour ainsi dire comme un divertissement pour positions supérieures. Max Weber<sup>3</sup> avait développé, dans sa conférence « *La Politique comme profession* », données en 1919, la typologie politique du représentant de l'éthique de responsabilité et de celui d'opinion et a caractérisé le premier avant tout de sorte qu'il répond des conséquences de son action, alors que le représentant de l'éthique d'opinion ne se voit engagé que par ses valeurs idéalistes et recourt à celles-ci comme justification de son action. Cette typologie a rendu de bons services dans le passé, lorsqu'il s'agissait de contrôler des positions politiques. Avec le *brexit* apparaît un nouveau type politique : le joueur politique. Cameron et Johnson, ne sont en aucun cas des représentants de l'éthique de responsabilité, cela est parfaitement clair ; mais ils ne sont pas non plus d'aventure des représentants de l'éthique d'opinion, comme l'est le président de l'*UKIP*, Nigel Farage, lequel a combattu avec la visière ouverte et s'est retiré ensuite, dans la vie privée, en parfait représentant de l'éthique d'opinion, étant donné qu'il avait atteint son objectif politique. Les deux autres agissent, sans aucune conviction politique, simplement comme des joueurs politiques.

Cameron, Johnson — et aussi le ministre, dans le rôle de Brutus, Michael Gove, sont à ranger dans ce type — ils ne sont plus entre temps des cas uniques : ils incarnent un type de meneur politique nouveau, qui gagne progressivement en contour caractéristique. Par quel modèle de rôle peut être caractérisé ce type ? Principalement, il s'agit d'hommes blancs plus âgés, qui appartiennent en général aux élites, se montrent narcissiques à un degré supérieur et se positionnent simplement sur de simples solutions populistes. Cette égomanie se voit pourtant couplée aux mégalomanies nationalistes. « *Make your country great again!* », en appelle Donald Trump, à ses partisans. Ceci l'associe donc à Boris Johnson ou à Silvio Berlusconi.

Une autre caractéristique de ce type semble être qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas — tous sans exception — penser en institutions, mais se servent au contraire de réflexes anti-institutionnels en entrant dans une alliance directe avec l'électorat. Dans le cas du *brexit*, Boris Johnson et Michael Gove se focalisèrent, dans un travail commun avec Nigel Farage, « la colère contre les institutions, contre les Bruxellois », qui sont « là-bas au-dessus des Londoniens ». Joueur politique, c'est là une question de classe, ne peut être que celui qui peut se gouverner. C'est l'*establishment* qui part en guerre contre l'*establishment* — aux frais et — d'une manière ironique — avec le soutien de la faiblesse sociale.<sup>4</sup> Pour préciser, car c'est vrai aussi, ce nouveau type de joueurs ne peut avoir de succès que parce qu'il rencontre le terrain de résonance d'une société du badinage, dans laquelle les différences entre politique et divertissement ont été largement nivelées. Les *brexiteurs* (partisans du *brexit*) réussirent parce qu'ils ont élevé un édifice de mensonges qui a rendu impossible un travail authentiquement

---

<sup>3</sup> Weber, Max (1992) : *La politique comme profession*, Stuttgart.

<sup>4</sup> Des journalistes [plutôt « journalaux » ici en fait, *ndt*] accompagnent de manière cynique la marche triomphale de ce nouveau type politique et sont reconnaissants pour le bon divertissement qu'ils en retirent ; ainsi par exemple Ulf Poschardt dans *Die Welt*, 30.06.2016, qui remercie Boris Johnson pour le bon amusement : « *Thank you Boris Johnson* ».

démocratique de l'opinion publique et un débat concret. — Et ceci eu égard au fait qu'il s'agit d'une décision qui déterminera l'évolution des Britanniques sur des générations.

### 3. Les Travailleurs devant la scission ?

Tandis que les Conservateurs se trouvent, pour ainsi dire, paralysés devant le tas de pots cassés qu'ils ont produit de manière décisive, le parti travailliste lutte pour sa survie. La Grande Bretagne — à un moment de son histoire où elle a un besoin urgent d'alternative comme jamais dans son histoire, — ne dispose d'aucune sorte d'opposition capable d'agir. Quelques semaines après le référendum, on en vint même au soulèvement attendu depuis longtemps des députés travaillistes à l'encontre de Jeremy Corbyn. Celui-ci, après le retrait de David Miliband, suite à sa défaite électorale contre Cameron, avait pu annoncer, quasiment à la dernière minute, sa candidature et seulement avec l'aide de quelques chefs de file de l'aile droite du parti travailliste. Cette candidature était censée calmer l'aile gauche du parti travailliste et démontrer à l'opinion publique, combien marginalisée a été entre temps cette aile. Ce qui s'est joué ensuite représente pour les Blairistes un accident politique à prendre au sérieux. Corbyn remporta le vote de la présidence du parti, avec le soutien des syndicats et du mouvement *Momentum* et commença ainsi, en tant que meneur d'opposition, à remettre en cause la politique d'austérité, à discuter sur les investissements publics, à réactiver le logement social, et la lutte contre la pauvreté. Cela étant, personne<sup>5</sup> ne conteste que Corbyn, comme porte-parole de l'opposition a bien frappé à la *Chambre des communes*, certes il est moins charismatique, en revanche, il a du contenu substantiel.<sup>6</sup> Avec le vote du *brexit* sonna pendant ce temps l'heure des Blairistes. Corbyn perdit le vote de défiance de la fraction travailliste avec 40 voix contre 172 — il est depuis un chef d'opposition sans soutien parlementaire. Corbyn eût pu supporter cela avec flegme, mais à la base du parti aussi son étoile commence à sombrer. Le reproche qui lui est fait, c'est qu'il n'est pas en situation de mener un combat électoral important et à plus forte raison d'en remporter un. S'oppose à cela le fait que Corbyn n'a encore perdu aucune élection intermédiaire, depuis qu'il est président du parti. Lors d'élections locales, en mai dernier, il a convenablement rogné des voix, et avant tout mieux que les Conservateurs — à l'exception de l'Écosse.<sup>7</sup> Il s'avère que les Blairistes aussi ont muté en joueurs politiques. Hilary Benn<sup>8</sup> — la ministre fantôme des affaires étrangères — qui eût dû fonctionner, comme plus importante porte-parole des Travailleurs dans le débat du *brexit*, exigea téléphoniquement de Corbyn qu'il démissionnât et lui donna avec cela la signal du départ de « la nuit des longs couteaux ». Les Blairistes — cela est clair — veulent aller rechercher leur parti ceci au prix de le saboter politiquement. Comme argument, ils mentionnent que Corbyn eut entravé la campagne du *remain*, étant donné qu'il a pris comme thème l'obscur TTIP et exprimé quelques « légères critiques sur l'UE ». Il est en cela tout à fait vrai que Corbyn — à la différence des *brexiters* — est un eurosceptique réel, donc quelqu'un qui ne se berce

---

<sup>5</sup> Comme exemple de la manière dont Corbyn mène sa politique, que soit cité ici Paul Mason (2016, p.76) : « Tout le pays se trouve dans une situation tendue. L'ensemble de notre industrie de l'acier est menacée, parce que son propriétaire, le consortium hindou *Tata*, se retire de la Grande Bretagne. Les Conservateurs ont totalement défailli ici. Mais la cause est encore attendue. Que fait Corbyn ? D'abord il reprend un concept de l'ancienne démocratie sociale : quand quelque chose s'effondre, on doit le nationaliser ! Mais ensuite il se montre prêt, à écouter les propositions de solution moins orthodoxes qui, dans ce cas, proviennent d'un parti nationaliste de gauche : propositions de mutualisation, de transfert en propriété publique. [...] Corbyn et ses gens prêtent l'oreille aux propositions de mise en communautarisation. Que se passe-t-il ? Tout un chacun en Grande Bretagne — pas seulement les ouvriers de l'industrie de l'acier et dans les mouvements d'ouvriers en général, mais chacun et tout un chacun, remarque soudain qu'il y a là quelqu'un qui veut faire quelque chose pour nous. S'il nous arrive quelque chose comme cela, ce type nous défendra. » Voir Mason, Paul : (2016) : Pour un recommencement radical. Paul Mason dans le débat — avec Friederike Habermann, Frank Rieger et Hans—Jürgen Urban, modéré par Matthias Graffrat. Dans *Feuilles de la politique allemande et internationale*, cahier 5/2016, pp.60-82.

<sup>6</sup> Voir au sujet du débat la contribution du politologue Richard Seymour : <http://www.versobooks.com/blogs/2728-they-want-their-party-back>

<sup>7</sup> La faiblesse structurelle des Travailleurs en Écosse remonte cependant à l'époque du gouvernement Blair.

<sup>8</sup> Hilary Benn a été, avec Alan Johnson, responsable de la campagne travailliste pitoyable pendant le débat sur le *brexit* ; elle devrait se remémorer le legs que lui a laissé son père, le dernier fabuliste Tony Benn, qui pour contrôler les détenteurs du pouvoir posait les questions suivantes : « Quel genre de pouvoir avez-vous eu ? D'où l'avez-vous acquis ? Dans les intérêts de qui l'exercez-vous ? À qui rendez-vous des comptes ? Et comment pouvons-nous nous débarrasser de vous ? »

pas de l'illusion d'être en possession de toute la vérité. Dans les débats, il défend la position de rester dans l'Union et de la réformer de l'intérieur. Cette position des *Lumières*, disparaît pourtant de la surface dans la querelle autour des fleurs de rhétorique du *brexit*, selon lesquelles l'UE fût coupable des *migrants* et les étrangers de tout, sans plus. Au plus tard après la mort de Jo Cox<sup>9</sup>, le parti travailliste eût dû tout faire pour résoudre cette équation mortelle et défendre de manière décidée les *migrants* et étrangers. Jeremy Corbyn est un homme foncièrement honnête, mais en aucun cas un tribun populaire et c'est d'un tel tribun qu'il eût fallu disposer.

Ce que les Blairistes ont exprimé c'est qu'ils ne sont pas prêts de s'arranger avec un parti mené par la gauche. Ils jouent avec la sortie selon l'option SDP [*Social Democratic Party*], laquelle avait déjà divisé les travaillistes dans les années 80 et bloqué un travail d'opposition actif contre Thatcher. L'ancienne députée du SDP, Polly Toynbee, expose que l'unique raison pour laquelle cette scission n'a pas encore eu lieu repose dans le fait que les conditions pour une scission réussie n'étaient pas encore réunies. Ainsi les Blairistes font sans contenu, sans plan, sans candidats donnant beaucoup d'espoirs, tout ce qu'il peuvent faire ; en attendant ils sabotent la direction du parti et espèrent que le parti, humilié de cette façon, soit ramené vers eux. Paul Mason, déjà cité plus haut, tient cette tentative pour non dénuée de chance de succès et menace de son côté avec cela qu'à partir du parti travailliste se formera un parti genre *Syriza* — une scission sous tous les rapports.

#### 4. L'Union européenne

(Auc) *Une alternative* : après le *brexit*, de nombreux Britanniques découvrirent qu'ils voulaient en vérité rester en Europe et mirent en place une pétition pour recueillir des signatures en faveur du maintien. Des intellectuels pro-européens se rappelèrent alors que l'UE était un projet de paix et en appelèrent à commencer l'époque européenne. Le problème de l'Union Européenne se laisse localiser à Bruxelles. Dans les années 80, la pensée d'une économie communautaire fut foncièrement exorcisée de la Commission européenne — principalement par les gouvernements conservateurs —. Une politique d'enchères et de réformes de structure devait en outre conduire à ce que les États européens entrent pêle-mêle en concurrence économique.<sup>10</sup>

Cette concurrence est largement devenue une réalité entre temps ; on conseille à un pays qui se trouve en crise, d'accroître sa capacité de concurrence et à part cela, de suivre une politique d'austérité. Avec la conséquence que les perdants de cette politique d'austérité restent sur le carreau. Une conséquence cynique de cette politique néolibérale c'est que celle-ci se paye en plus sa victime par le dictat : « Endettez-vous ». Selon la devise, « Chacun est son (mal)heureux forgeron ! », on décide que le chômage est principalement « volontaire » ou « structurel », donc : ou bien les chômeurs sont eux-même coupables ou bien les institutions inefficaces. Et par conséquent, ils font naître du chômage. Ainsi la Commission de l'UE, en suivant son credo néolibéral, part, sans être déconcertée, du fait que 90 % des chômeurs ne sont plus utilisables. Par conséquent ils ne sont plus pris en compte lors du calcul de ce qu'on appelle le *potentialoutput* [la production potentielle] — donc la capacité de production maximale d'une économie politique —. De cette façon la différence entre PIB effectif et celui potentiel est minimisée et argumentée, car une grande partie du déficit d'État apparaissant n'est pas causée par la crise économique du sous-emploi, mais par le déficit structurel, raison pour laquelle il faut faire encore plus d'économie. Si par contre — ce qui se laisse bien fonder empiriquement — si l'on partait du fait

---

<sup>9</sup> Jo Cox, la jeune députée travailliste pour Batley et Spen fut attaquée et assassinée en pleine rue, le 16 juin, par un radical de droite qui hait l'Europe. Jo Cox avait tenté en vain de clarifier aux partisans de son électorat à qui ils devaient leur pauvreté et à qui ils ne la devaient point. Elle s'est infatigablement engagée en faveur des droits des réfugiés et des *migrants*. Le 23 juin, 55% des électeurs dans le comté de Krikles, auxquels appartenaient les électeurs de Jo Cox, votèrent pour la sortie de l'UE.

<sup>10</sup> La concurrence des nations représente un concept qui transpose des concepts de concurrence de gestion d'entreprise au plan général de la vie de la nation. Alors que la concurrence des entreprises mène en conséquence à ce qu'éventuellement des investissements sont anéantis, par contre, la production de l'approvisionnement de l'économie avec des biens d'une entreprise qui triomphe dans la concurrence, signifie de fait la concurrence des nations, de sorte qu'un pays perdant tout avantage de concurrence ne peut pas simplement se déclarer en faillite, mais doit bel et bien compter au contraire sur du chômage. — Bref, une entreprise économiquement malsaine peut disparaître du marché, un pays ne le peut pas.

que la plus grande majorité des chômeurs sont foncièrement désireux et capables de travailler, alors que l'offre de travail (*jobs*) fait défaut, ainsi les pays de l'UE disposeraient d'excès budgétaires et pourraient investir au lieu de continuer d'épargner jusqu'à la mort.

Ce furent des Démocrates sociaux et chrétiens qui mirent en place en Europe un tel appareillage de règles, ils ont avec cela amené beaucoup d'eau aux moulins des *brexiteurs* et se sont démasqués — dans la diction des droits nouveaux — comme des « traîtres au petit homme ». Lorsque Nigel Farage argumente qu'une fois qu'on sera d'abord maître chez soi, les contributions de la Grande Bretagne à l'UE seront investies dans le système de santé et profiteront aux gens, ainsi met-il — adroitement — à profit la perception que la démolition sociale, la dérégulation et le déclassement sont des conséquences forcées du projet européen. Là-dedans il y a, pour le moins, une once de vérité : la base du projet européen fut toujours — seulement — l'économie, le marché commun et l'élargissement de la liberté économique. Une Europe politique ou bien une Europe spirituelle, demeura par contre toujours une utopie ! Depuis que dans les années 80, l'école de pensée néolibérale a pris possession en règle de la configuration de la politique économique européenne, la combinaison constituée de l'UE et de l'union monétaire devint l'ennemi des Européens, car son appareillage de règles et de mesures a aggravé la crise dans tous les pays. Les *brexiteurs* exploitent pareillement, comme le fait en France — où le destin de l'Europe se jouera — le *Front national* ou bien dans ce pays-ci l'*AfD*. Les élites ne comprennent encore et toujours pas qu'il ne peut pas y avoir d'Europe néolibérale et commune, ni non plus de retour à l'État national. Et une fragmentation de l'union monétaire déboucherait finalement en dépression et course à la dévaluation.

### **5. D'éventuels gagnants ?**

Il y en a quelques-uns qui poussent des cris d'allégresse lorsqu'un pays menace de sombrer dans le chaos. Ainsi par exemple, le *Centre for Policy Studies*, un *Thinktank* londonien, co-fondé en 1974 par Margaret Thatcher, pour venir en aide à l'éruption du néolibéralisme sur son île. Là-dedans, on se frotte les mains de pouvoir bientôt être débarrassé des règlements européens et d'achever la « révolution Thatcher » : L'utopie du marché complètement libre, sans « tralala social », sans protection du travail, sans salaire minimum, et sans charges environnementales. Sitôt l'UE dissoute, les élites pourront reprendre entièrement le gouvernail sur l'île — et ce seront les plus pauvres, les personnes dépendantes, dans le Nord de l'Angleterre, qui auront à payer l'addition. D'une manière fatale, ils ont placé tout leur espoir sur l'État national et ne comprennent pas qu'un État national, qui est seulement grand de quelque manière dans l'illusion de ses habitants — comme le petit État britannique ou ce qu'il pourra en rester — ne produira aucuns espaces de partage, mais aura au contraire à s'attendre à une lutte de répartition. D'autant que ce petit État s'est désindustrialisé du reste.

Il semble qu'avec le *brexit*, l'heure des *Femmes des ruines*<sup>11</sup> soit venue : ainsi que celle de Nicola Sturgess, qui agit avec réflexion et travaille en vue du prochain référendum sur l'indépendance de l'Écosse, ce par quoi le Royaume Uni ne serait plus qu'une histoire.<sup>12</sup> Ou bien l'heure de Theresa May, qui a désormais à gouverner l'héritage empoisonné de Cameron. Aux USA bien des choses parlent et disent que Hilary Clinton devrait être élue avant tout pour une raison — faire obstacle au joueur Trump.

Michel Gove, l'une des élites de la digne *Oxbridge*, exprima dans le cadre de la campagne référendaire que le pays en avait assez des experts — et donc des gens qui connaissent ce dont ils parlent. Le pays s'est décidé : l'heure qui sonne c'est donc celle des dilettantes.

**Sozialimpulse 3/2016.**

(Traduction Daniel Kmiecik)

---

<sup>11</sup> Ce sont les Femmes, qui en échange d'une bien maigre pitance, ont débarrassé une grande partie des ruines de Berlin, à la fin de la seconde Guerre mondiale, tout en récupérant chaque brique qui pouvait encore l'être pour la reconstruction de la ville. *ndt*

<sup>12</sup> Tony Benn a anticipé cette fin de manière ironique : « Depuis que nous avons détruit nos usines, nous n'avons plus à exhiber que des musées industriels. Du tourisme, de la famille royale, du whisky et du tweed — c'est de cela que nous vivons. Nous sommes une monarchie bananière » (voir l'interview de Tony Benn dans *Der Spiegel* 48/1992.